

Le Point.fr (le 2 mai)

Mali: l'ex-junte ne remet pas en cause la transition après les combats à Bamako

Un mois et demi après le putsch contre Amadou Toumani Touré, cette offensive s'apparente à une tentative de "contre-coup d'Etat" de la part des fidèles du président renversé dont le pays est en train de sombrer dans le chaos, sa partie nord étant entièrement occupée par des groupes armés, islamistes, Touareg et criminels.

L'offensive des forces loyales au président malien Amadou Toumani Touré (ATT) repoussée par les ex-putschistes et qui a fait au moins 14 morts lundi à Bamako, ne remet pas en cause l'accord-cadre sur le retour du pouvoir aux civils a affirmé mardi l'ex-chef de la junte.

"La tentative d'hier est une atteinte à nos personnes. C'est sous contrôle. L'accord-cadre (conclu le 6 avril avec la médiation burkinabé) demeure, le président est là, le gouvernement demeure. C'était un problème interne qui est géré et qui n'a rien à voir" avec l'accord, a déclaré dans un interview à la radio-télévision nationale (ORTM) le capitaine Amadou Haya Sanogo, chef de l'ex-junte qui a pris le pouvoir avant de le rendre aux civils.

Lundi en fin d'après-midi et jusqu'au milieu de la nuit, les forces restées loyales au président ATT, renversé le 22 mars, ont mené des attaques contre le camp des ex-putschistes à Kati (15 km de Bamako), l'aéroport et l'ORTM, occupée par les partisans du capitaine Sanogo.

Les combats ont fait au moins 14 morts et 40 blessés dans les deux camps, selon une source hospitalière à Bamako.

"Il y a eu effectivement une succession d'événements. Je tiens à rassurer la population. Je vais bien, le Comité (junte) va bien, et pratiquement toute la structure. Je veux les rassurer tout en invitant la population à la vigilance", a assuré le capitaine Sanogo. Désignant les auteurs des attaques, il a évoqué "des mercenaires venus d'ailleurs et les éléments du RCP (régiment de commandos-parachutistes) qui se sont associés".

Hamadoun Touré, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement de transition dirigé par Cheikh Modibo Diarra, a pour sa part déclaré que "le Premier ministre et son gouvernement (...) prennent toutes les mesures appropriées vue de la restauration de la normalité".

Mardi matin, des tirs nourris ont encore été entendus près du "camp para" (du régiment parachutiste), dans le centre de la capitale, avant un retour au calme, hormis quelques tirs sporadiques.

Des engins blindés étaient postés devant l'ORTM et à l'aéroport, et les hommes de l'ex-junte fouillaient des véhicules à la recherche des "bérets rouges", les parachutistes fidèles à ATT.

Des ex-putschistes ont sorti de force d'un hôpital une dizaine de soldats loyalistes blessés, certains grièvement, qui y étaient soignés, pour les emmener au camp de Kati, a constaté le correspondant de l'[AFP](#).

"Contre coup d'Etat"

Un mois et demi après le putsch, l'offensive de lundi s'apparente à une tentative de "contre-coup d'Etat" des "bérets rouges" alors que le pays est en train de sombrer dans le chaos, sa partie nord étant entièrement occupée par des groupes armés, islamistes, Touareg et criminels.

La junte avait signé le 6 avril avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) un accord par lequel elle acceptait de rendre le pouvoir aux civils par la mise en place d'organes de transition, dirigés par un président intérimaire, Dioncounda Traoré, un Premier ministre, Cheick Modibo Diarra, et un gouvernement "d'union nationale".

Dans la réalité, les hommes de l'ex-junte se sont comportés comme s'ils étaient toujours les véritables maîtres de Bamako, procédant à de nombreuses arrestations dans les milieux politiques et militaires proches de l'ancien président.

Après un sommet des chefs d'Etat de la Cédéao qui, le 26 avril à Abidjan, avait fixé à douze mois la durée de la transition et décidé de l'envoi d'une force ouest-africaine à Bamako, le capitaine Sanogo avait rejeté ces décisions "prises sans concertation avec nous", avait-il déclaré.

"Aucun soldat étranger ne foulera le sol du Mali sans une demande du gouvernement malien", avait-il ajouté.

Le coup d'Etat du capitaine Sanogo et la totale désorganisation d'une armée sous-équipée a profité dans le Nord à la rébellion touareg, au mouvement islamiste Ansar Dine soutenu par [Al-Qaïda](#) au Maghreb islamique (Aqmi) et divers groupes criminels. En trois jours, du 30 mars au 1er avril, ils ont accéléré leur offensive lancée mi-janvier et pris le contrôle des trois villes et régions de ce vaste territoire aride, Tombouctou, Kidal et Gao. Depuis la mi-janvier, plus de 320.000 personnes ont fui vers le sud du pays ou les pays voisins, selon l'[ONU](#).

La France, ex-puissance coloniale, s'est déclarée "fortement préoccupée" par les derniers affrontements.